

COMMUNE de BEAULIEU-LES-LOCHES

LOT N° 3



**ASSURANCE DES VEHICULES A MOTEUR
ET RISQUES ANNEXES**



PROCEDURE ADAPTÉE

SOMMAIRE

*Les dispositions concernant le LOT N° 3 - Assurance des « **VEHICULES A MOTEUR ET RISQUES ANNEXES** » - sont présentées de la façon suivante :*

1. INVENTAIRE DES RISQUES – SINISTRALITÉ
2. CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES GÉNÉRALES
(CONDITIONS GÉNÉRALES DE LA GARANTIE)
3. DÉFINITIONS
4. CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES
(CONDITIONS PARTICULIÈRES)
5. CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES
6. ACTE D'ENGAGEMENT

ETAT DU PARC AUTOMOBILE

COMMUNE DE BEAULIEU-lès-LOCHES

ETAT DU PARC AUTOMOBILE

N°	GENRE	MARQUE ET TYPE	IMMAT	1ère MISE EN CIRC.	CARACTERISTIQUES			DATE ACHAT	PRIX ACHAT	Argus ou similaire au moment du sinistre
					Nbre places	PTAC	Puiss			
1	Tri benne	NISSAN CABSTAR	1816 WM 37	02.08.02	3	3500	10	02.07.2002	27 713,00 €	
2	Cyclomoteur	PEUGEOT 49.9		01.04.98				1998	1 423,00 €	
3	Balayeuse	SCARAB	2108 XG 37	11.08.05	2	4900	9	18.07.2005	103 904,00 €	
4	Remorque tondeuse	AMCANOVAL	7697 VS 37	12.05.99				1999	2 176,00 €	
6	VP	RENAULT Twingo	4733 WA 37	31.08.00	4	1700	4	2005	4 500,00 €	
7	Micro tracteur	GROUNDMASTET	90105	01.05.99	1			1999	15 984,00 €	
	Micro tracteur	GIANNI FERRARI	BR-812-XE	25.07.2011	1	1550	1	07.04.2011	23 000,00 €	
8	Tracteur + remorque	NEW HOLLAN	AS-468-WV 8456 WP	28.12.05	2	6200	18	27.04.2010	33 488,00 €	
9	Fourgon	IVECO	37	07.08.00	3	5500	9	23.06.2008	9 568,00 €	
10	Fourgon	FIAT Doblo	322 YF 37	01.12.04	2	3025	5	27.03.2009	4 457,00 €	

Précisions : Seuls les remorques et les engins immatriculés (de plus de 500 kg de PTAC) figurent à l'état du parc.

L'assureur prendra en garantie selon les conditions du C.C.T.P toutes les remorques de moins de 500 kg non déclarés et les engins non immatriculés.

Les caractéristiques de certains véhicules figurant sur l'état du parc ne pouvant être déterminées avec précision, l'assureur devra établir sa tarification de manière globale en tenant compte de cet élément.

Etat du parc à garantir :

L'assureur reconnaît avoir une connaissance suffisante des risques présentés par la collectivité et reçu tous les éléments d'information nécessaires à l'établissement d'un projet de contrat, en adéquation avec les préconisations du présent cahier des charges.

En cas de sinistre, l'assureur renonce à se prévaloir d'une erreur dans la nature et/ou la désignation des risques.

ETAT DE LA SINISTRALITE

LISTES DES SINISTRES "PARC AUTO" 2009-2010-2011

N° du sinistre	Date du sinistre	Immat. Véhicule	Nature du sinistre	Responsabilité en %	Paielements	Provisions	Coût global du dossier (net de recours)	Dossier clos
2011163525K	11/07/2011	90105	Circ .hors st./Dommages avec collision véh. en Mvt.	100	1 236,00		1 236,00	31/10/2011
2011184382F	07/09/2011	TFAAY12EYBOO	Circ .hors st./Dommages avec collision véh. en Mvt.	100	1 876,62	1,38	1 878,00	
2011213871J	30/11/2011	322YF37	Circ .hors st./Dommages avec collision véh. en Mvt.	100	2 398,14		2 398,14	30/04/2012
TOTAUX					5 510,76	1,38	5 512,14	

3 sinistres déclarés sur 55 mois.

Document **Smacl** en annexe1

<p>CLAUSES TECHNIQUES GÉNÉRALES</p> <p>CONDITIONS GÉNÉRALES DE LA GARANTIE</p>
--

**LA GARANTIE DE L'ASSUREUR EST ACCORDÉE DANS LES
CONDITIONS PRÉVUES AUX ARTICLES 1 A 3 DÉTAILLÉS CI-APRÈS :**

- ART 1 NATURE DE LA GARANTIE**
- ART 2 MONTANT DE LA GARANTIE**
- ART 3 EXCLUSIONS GÉNÉRALES**

ARTICLE 1- NATURE DES GARANTIES
--

1.1 RESPONSABILITÉ CIVILE/DÉFENSE ET RECOURS

La garantie de l'assureur porte sur les responsabilités définies ci-dessous :

1.1.1 RESPONSABILITÉ CIVILE (en circulation et hors circulation)

Cette garantie a pour objet de satisfaire à l'obligation d'assurance prescrite par les articles L.211-1 à L.211-8 du Code. Elle s'applique à la réparation corporelle et matérielle résultant des événements définis à l'article R.211-5 du Code.

1.1.2 EXTENSIONS DE GARANTIE**La garantie est étendue**

- en cas de prêt du véhicule, aux dommages corporels causés au conducteur autorisé, du fait d'un vice ou d'un défaut d'entretien du véhicule assuré.
- en cas d'aide ou de remorquage bénévole, aux dommages causés au cours ou à l'occasion de l'aide apportée ou reçue, ou du remorquage effectué par ou accordé à l'assuré, à la suite d'une panne ou d'un accident d'un autre véhicule ou du véhicule assuré.
- en raison des dommages causés par un préposé, à l'occasion de la conduite du véhicule assuré, en cas de non validité de son permis de conduire selon les normes de la réglementation en vigueur, et à la condition expresse que la Collectivité ou le propriétaire n'ait pas eu connaissance de cette situation.
- à la suite de dommages d'incendie ou d'explosions, causés à l'immeuble à l'intérieur duquel le véhicule assuré est garé.

1.1.3 MONTANT DE LA GARANTIE

La garantie de l'assureur est accordée sans limitation de somme.

1.1.4 EXCLUSIONS PARTICULIÈRES

Outre les exclusions prévues à l'article 3 ci-après, ***l'assureur ne garantit pas les dommages subis par :***

- *LA PERSONNE CONDUISANT LE VEHICULE*

- *LES SALARIÉS OU PRÉPOSES DE L'ASSURÉ RESPONSABLE DU SINISTRE, PENDANT LEUR SERVICE*

Toutefois, cette exclusion ne s'applique pas aux recours que la Sécurité Sociale ou la victime peuvent être fondées à exercer dans le cas de faute intentionnelle ou inexcusable d'un conducteur salarié de la Collectivité.

Pour les responsabilités définies ci-dessus et conformément à l'article R.211-13.1 du Code, l'assureur pourra exercer une action en remboursement contre le conducteur responsable du sinistre lorsque la garde ou la conduite du véhicule assuré a été obtenue contre le gré du propriétaire ou du locataire.

- *LES BIENS OU ANIMAUX LOUÉS OU CONFÉES AU CONDUCTEUR A N'IMPORTE QUEL TITRE,*
- *LES MARCHANDISES ET OBJETS TRANSPORTÉS*

A l'exception de la détérioration des vêtements des personnes transportées, lorsque celle-ci est l'accessoire d'un accident corporel.

- *LES PERSONNES TRANSPORTÉES*

Lorsque le transport n'est pas effectué dans les conditions suffisantes de sécurité, telles que définies aux articles R.211-10 et A.211-3 du Code.

Toutefois, cette exclusion n'est pas opposable aux victimes et à leurs ayants-droit, en vertu de l'article R.211-13.4° du Code.

- *LES PERSONNES TRANSPORTÉES A TITRE ONÉREUX*

sauf en ce qui concerne les contrats souscrits par des transporteurs de personnes pour les véhicules servant à l'exercice de leur profession.

Toutefois, cette exclusion n'est pas opposable aux victimes et à leurs ayants-droit, en vertu de l'article R.211-13.4° du Code.

Il est rappelé que l'exclusion mentionnée ci-dessus ne dispense pas de l'obligation d'assurance. Il appartient à toute personne, sous peine d'encourir les pénalités prévues par l'article L.211-8 du Code, de ne pas s'exposer à ces risques sans assurance préalable.

1.1.5 DEFENSE ET RECOURS

L'assureur s'engage à :

- Pourvoir à ses frais, à la défense de l'assuré devant les tribunaux répressifs, en raison de poursuites consécutives aux contraventions ou délits qui sont à l'origine de l'accident provoqué par le véhicule assuré ou qui ont été commis à cette occasion et payer les frais de justices motivés par une condamnation pénale pouvant en résulter.

- Réclamer à ses frais, soit à l'amiable, soit devant toute juridiction, la réparation pécuniaire des dommages corporels causés à l'assuré, ainsi que des dommages matériels subis par le véhicule assuré, dans la mesure où ces divers dommages résultent d'un accident causé au dit véhicule par un tiers responsable et engageant la responsabilité d'une personne n'ayant pas la qualité d'assuré au sens des articles ci-dessus.

Pour tout sinistre, concernant des dommages matériels s'élevant à un coût inférieur à 900 € abstraction faite des frais d'immobilisation et des frais divers, l'Assureur ne pourra être tenu qu'à exercer un recours amiable, à l'exclusion de tout recours par voie judiciaire.

1.2 DOMMAGES SUBIS PAR LE VÉHICULE

1.2.1 INCENDIE - EXPLOSIONS

L'assureur garantit l'assuré contre les dommages subis par le véhicule assuré, avec les accessoires et les pièces de rechange livrés en même temps que le véhicule, lorsque ces dommages résultent des événements suivants : incendie, combustion spontanée, chute de la foudre, explosion.

En outre, l'assureur garantit les aménagements et les accessoires non livrés en série par le constructeur ainsi que les appareillages électriques du fait des dommages causés par leur simple fonctionnement.

Par ailleurs, l'assureur garantit :

- en cas de sinistre survenu en France métropolitaine, les frais de remorquage jusqu'au garage qualifié le plus proche, ainsi que les frais engagés légitimement avec l'accord préalable de l'assureur pour le rapatriement du véhicule réparé ;
- les frais de recharge des extincteurs utilisés pour lutter contre l'incendie.
- les conséquences d'attentats, d'émeutes, de mouvements populaires, d'actes de terrorisme ou de sabotage.

1.2.2 VOL DU VÉHICULE

L'assureur garantit l'assuré contre les dommages résultant de la disparition ou de la détérioration du véhicule assuré à la suite d'un vol ou d'une tentative de vol (la tentative de vol étant un commencement d'exécution d'un vol du véhicule assuré interrompue pour une cause indépendante de son auteur), déclarée aux autorités de police ou de gendarmerie et attestée par le récépissé de dépôt de plainte délivré par ces dernières, sous réserve qu'il y ait eu introduction frauduleuse ou utilisation de celui-ci à l'insu de l'assuré, ainsi que pour les frais engagés avec l'accord de l'assureur par l'assuré pour la récupération du véhicule volé.

En outre, l'assureur garantit les aménagements et les accessoires livrés ou non livrés en série par le constructeur ainsi que le vol isolé des éléments composant le véhicule.

Par ailleurs, l'assureur garantit, en cas de sinistre survenu en France métropolitaine, les frais de remorquage jusqu'au garage qualifié le plus proche ainsi que les frais engagés légitimement avec l'accord préalable de l'assureur pour le rapatriement du véhicule réparé.

1.2.3 ACCIDENTS ET ACTES DE VANDALISME

L'assureur garantit l'assuré contre les dommages subis par le véhicule assuré ainsi que par les accessoires et pièces de rechange livrés en série par le constructeur, lorsque ces dommages résultent

- d'un choc avec un corps fixe ou mobile
- du versement du véhicule,
- d'actes de vandalisme divers (tags, graffitis, rayures, peintures, etc...)

et surviennent alors que celui-ci était sous la garde l'assuré ou de toute personne autorisée par lui.

En outre, l'assureur garantit les aménagements et les accessoires non livrés en série par le constructeur.

Par ailleurs, l'assureur garantit, en cas de sinistre survenu en France métropolitaine, les frais de remorquage jusqu'au garage qualifié le plus proche ainsi que les frais engagés légitimement avec l'accord préalable de l'assureur pour le rapatriement du véhicule réparé.

1.2.4 BRIS DE GLACES

L'assureur garantit à l'assuré le remboursement des frais réellement engagés à la suite du bris du pare-brise, des glaces latérales, de la lunette arrière, des optiques de phare et du toit ouvrant ou non du véhicule assuré, à concurrence de leur valeur de remplacement à l'identique, frais de pose compris.

1.2.5 ÉVÉNEMENTS NATURELS

L'assureur garantit l'assuré contre les dommages subis par le véhicule assuré ainsi que par les accessoires et pièces de rechange livrés en série par le constructeur, lorsque ces dommages résultent de l'un des événements, dûment constatés, suivants :

- Chute de grêlons, chute de neige ou de glace provenant de toiture
- Orage
- Chute d'arbre sur le véhicule ou choc d'objets provoqués par la tempête
- Inondation
- Avalanche
- Chute de pierre
- Eboulement ou glissement de terrain
- Tempête

En outre, l'assureur garantit les aménagements et les accessoires non livrés en série par le constructeur.

Par ailleurs, l'assureur garantit, en cas de sinistre survenu en France métropolitaine, les frais de remorquage jusqu'au garage qualifié le plus proche ainsi que les frais engagés légitimement avec l'accord préalable de l'assureur pour le rapatriement du véhicule réparé.

1.2.6 CATASTROPHES NATURELLES

La garantie a pour objet de garantir à l'assuré la réparation pécuniaire des dommages matériels directs à l'ensemble des biens garantis par le présent paragraphe et ayant eu pour cause déterminante l'intensité anormale d'un agent naturel. La garantie ne peut être mise en jeu qu'après publication au Journal Officiel de la République Française d'un arrêté interministériel ayant constaté l'état de catastrophe naturelle.

La garantie couvre le coût des dommages matériels directs subis par les biens, à concurrence de leur valeur fixée au contrat et dans les limites et conditions prévues par le contrat lors de la première manifestation du risque.

Nonobstant toute disposition contraire, l'assuré conserve à sa charge une partie de l'indemnité due après sinistre. Il s'interdit de contracter une assurance pour la portion du risque constitué par la franchise.

Pour les véhicules terrestres à moteur, le montant de la franchise est fixé par la réglementation en vigueur.

Pour l'application de l'ensemble des dispositions de l'article 1.2.6, on entend par :

- **AMÉNAGEMENT** : la modification et/ou la transformation réalisée dans ou sur un véhicule en vue de son adaptation à une utilisation particulière ;
- **ACCESSOIRE** : tout élément d'enjolivement ou d'amélioration ne faisant pas corps avec le véhicule et pouvant être soustrait sans détérioration essentielle de celui-ci

1.2.7 EXCLUSIONS PARTICULIÈRES

Outre les exclusions prévues à l'art. 3 ci-après, la garantie de l'assureur ne s'applique pas :

- Aux dommages ne pouvant être considérés comme provenant d'un incendie, notamment les brûlures par un excès de chaleur sans embrasement et les accidents de fumeur.
- Au vol commis pendant leur service par les préposés de l'assuré ou par les membres de sa famille habitant sous son toit ou avec leur complicité.
- Aux dommages causés au véhicule lors de son transport par air ou par mer, sauf en cas de perte totale.
- Aux dommages indirects tels que privation de jouissance, dépréciation et manque à gagner.

- Aux frais de gardiennage consécutifs à un événement assuré.
- Aux bijoux, pierreries, perles fines, statues et tableaux de valeur, collections, argenteries, fourrures, lingots de métaux précieux, espèces monnayées et billets de banque, titres et valeurs de toute nature, sauf stipulation contraire figurant au C.C.T.P.
- Aux dommages subis par le véhicule lorsque son conducteur est, au moment du sinistre, en état d'ivresse, sous l'empire d'un état alcoolique ou sous l'effet de stupéfiants.

Toutefois, cette dernière exclusion ne s'applique pas s'il est établi que le sinistre est sans relation avec l'état du conducteur.

ARTICLE 2 - MONTANT DES GARANTIES

➤ PRINCIPE GÉNÉRAL D'INDÉMNISATION

L'indemnité est fixée, lorsque le véhicule est complètement détruit, hors d'usage ou volé, au montant de la valeur de remplacement dudit véhicule au jour du sinistre à dire d'expert.

Lorsque la valeur de remplacement à dire d'expert est inférieure ou égale à 1300 € et que le montant des réparations est supérieur à cette valeur, l'assureur rembourse le montant des réparations jusqu'à concurrence d'un plafond égal à 1300 €.

Dans les autres cas, l'indemnité est égale au coût de réparation ou de remplacement de pièces détériorées, dans la limite de la valeur de remplacement du véhicule à dire d'expert.

ARTICLE 3 - EXCLUSIONS GÉNÉRALES

Indépendamment des exclusions propres à chacune des garanties des paragraphes, la garantie de l'assureur ne s'applique pas :

3.1 AUX DOMMAGES DE TOUTE NATURE

- Intentionnellement causés ou provoqués par l'assuré
- Résultant de la guerre étrangère (il appartient à l'assuré de prouver que le sinistre résulte d'un autre fait que la guerre étrangère), guerre civile (il appartient à l'assureur de prouver que le sinistre résulte de cet événement).
- Causés par les tremblements de terre, raz-de-marée, éruptions de volcans ou autres cataclysmes, sauf application des dispositions du Code relatives à l'assurance des risques de catastrophes naturelles.
- Occasionnés par les attroupements et rassemblements ainsi que les émeutes et mouvements populaires, sauf application des dispositions de l'Art. 1.2

3.2 AUX DOMMAGES OU A L'AGGRAVATION DES DOMMAGES

- Causés par tout combustible nucléaire, produit ou déchet radioactif ou par toute autre source de rayonnements ionisants et qui engagent la responsabilité exclusive d'un exploitant d'installation nucléaire.
- Causés par les armes ou engins destinés à explorer par modification de structure du noyau de l'atome.
- Causés par toute source de rayonnements ionisants, notamment tout radio-isotope, utilisée ou destinée à être utilisée lors d'une installation nucléaire et dont l'assuré ou toute personne dont il répond a la propriété, l'usage ou la garde
- Causés ou subis au cours d'épreuves, courses, rallyes ou compétitions (ou de leurs essais) soumis par la réglementation en vigueur à autorisation préalable des pouvoirs publics lorsque l'assuré y participe en tant que concurrent, organisateur ou préposé de l'un d'eux.
- Causés ou subis par le véhicule lorsqu'il transporte des sources de rayonnements ionisants destinées à être utilisées hors d'une installation nucléaire, dès lors que lesdites sources auraient provoqué ou aggravé le sinistre.
Cette exclusion ne s'applique pas du fait de l'utilisation de matériels radiographiques à rayonnement ionisant, à usage médical ou vétérinaire.
- Causés par des armes ou engins destinés à exploser par modification de structure du noyau de l'atome ou par tout combustible nucléaire, produit ou déchet radioactif, ou par toute autre source de rayonnements ionisants et qui engagent la responsabilité exclusive d'un exploitant d'installation nucléaire.

Les exclusions mentionnées aux articles ci-dessus ne sont pas opposables aux victimes ou à leurs ayants-droit, et elles ne dispensent pas de l'obligation d'assurance.

Lorsque l'assureur invoque une exception de garantie légale ou contractuelle, il est néanmoins tenu de présenter à la victime une offre d'indemnité telle que prévue par les articles 12 à 20 de la loi n° 85-677 du 5 juillet 1985.

3.3 AUX AMENDES

3.4 Lorsque au moment du sinistre, le conducteur du véhicule assuré n'a pas l'âge requis ou ne possède pas les certificats, en état de validité, exigés par la réglementation en vigueur pour la conduite dudit véhicule (ceci sous réserve des dispositions de l'Art. 1.1.2).

Cette disposition ne s'applique pas en cas de vol, de violence ou d'utilisation du véhicule à l'insu de l'assuré.

Elle ne peut être également opposée au conducteur détenteur d'un certificat déclaré à l'assureur lors de la souscription ou du renouvellement du contrat, lorsque ce certificat est sans validité pour des raisons tenant au lieu ou à la durée de résidence de son titulaire ou lorsque les conditions restrictives d'utilisation, autres que celles relatives aux catégories de véhicules, portées sur celui-ci n'ont pas été respectées.

DEFINITIONS

Pour l'application des garanties, on entend par :

ASSURÉ:

La collectivité et/ou toute autre personne désignée au C.C.T.P et au C.C.A.P.

ASSUREUR :

L'assureur auprès duquel a été souscrit le contrat

AUTRUI OU TIERS :

Toute personne autre que les préposés et salariés de l'assuré dans l'exercice de leurs fonctions, lorsqu'ils peuvent se prévaloir de la législation sur les accidents de travail ou des dispositions statutaires dont ils bénéficient.

CODE :

Le Code des Assurances

COLLECTIVITÉ :

La personne morale désignée au C.C.A.P. qui demande l'établissement du contrat, le signe et s'engage notamment à régler les primes.

CONTENU DU VÉHICULE :

Les objets et effets personnels, les marchandises se trouvant dans ou sur le véhicule et appartenant à l'assuré et aux passagers transportés à titre gratuit.

Les accessoires, c'est-à-dire tous objets destinés à équiper un véhicule intérieurement ou extérieurement figurant ou pas dans la liste des options prévues au catalogue du constructeur y compris l'autoradio.

DOMMAGES CORPORELS :

Toute atteinte corporelle subie par une personne physique.

DOMMAGES MATÉRIELS :

Toute destruction, détérioration, altération ou disparition d'une chose ou substance, toute atteinte physique à des animaux.

DOMMAGES IMMATÉRIELS :

Tout préjudice pécuniaire résultant de la privation de jouissance d'un droit, de l'interruption d'un service rendu par une personne, par un bien, meuble ou immeuble, de la perte d'un bénéfice ou d'un revenu et, plus généralement, tout préjudice, pécuniairement estimable, qui n'est ni corporel, ni matériel.

FAIT GÉNÉRATEUR :

L'acte, l'action, l'inaction de l'assuré, le fonctionnement, le non-fonctionnement, le mauvais fonctionnement d'un service géré par l'assuré et, plus généralement, tout fait ou événement à l'origine du sinistre.

FRANCHISE :

La part du préjudice restant à la charge de l'assuré dans le règlement d'un sinistre

SINISTRE :

Toutes les conséquences dommageables d'un même événement ou fait générateur susceptible d'entraîner l'application de la garantie demandée. Constituent un seul et même sinistre, les réclamations ayant pour origine un même événement.

TENTATIVE DE VOL :

Commencement d'exécution d'un vol du véhicule assuré ou du contenu, déclaré aux autorités de police ou de gendarmerie et attesté par le récépissé de dépôt de plainte délivré par ces dernières.

La tentative de vol est présumée dès lors que sont réunis des indices rendant vraisemblable le vol et caractérisant l'intention des voleurs de s'emparer du véhicule ou du contenu.

VALEUR VÉNALE DU VEHICULE :

La valeur au jour du sinistre, établie à dire d'expert.

VEHICULE ASSURÉ :

Tout véhicule terrestre à moteur et toute remorque dont le poids total en charge est supérieur à 750 kg pouvant être attelée à ce véhicule désignés à l'état du Parc Automobile

<p style="text-align: center;">CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES (CONDITIONS PARTICULIÈRES) C.C.T.P.</p>
--

L'assureur accepte dans leur intégralité les dispositions prévues au C.C.T.G

Les clauses ci-après viennent compléter ou modifier, pour ce qu'elles ont de contraire, les dispositions du C.C.T.G.
(Conditions Générales de la Garantie)

PREAMBULE

Le montant de la garantie est accordé sans limitation de somme. Toutefois, le montant de la garantie responsabilité civile matérielle et immatérielle (automobile) n'est accordé qu'à concurrence de 100 000 000 €

ART 1 ASSURÉ

Par extension au C.C.T.G., bénéficie de la qualité d'assuré, tout conducteur des véhicules désignés au titre de l'article 2 du présent CCTP, autorisé par la collectivité.

ART 2 VÉHICULES ASSURÉS

Tous les véhicules, propriété certaine de la collectivité, loués, prêtés ou mis à la disposition de la collectivité sous une forme quelconque.

ART 3 RESPONSABILITE CIVILE TRAVAUX

Cette garantie a pour objet de couvrir les dommages imputables aux engins de chantier et véhicules munis d'appareils ou matériels, lorsqu'ils sont utilisés, à poste fixe ou non, en tant qu'outil.

ART 4 SIGNALETIQUE – REMORQUES - ENGINS ET EQUIPEMENTS

4.1 - signalétique

- La signalétique appliquée bénéficiera des mêmes garanties que le véhicule sur lequel elle est apposée

4.2 -remorques et engins

- Toutes les remorques et tous les engins **désignés ou non** à l'état du parc bénéficieront des garanties telles que définies à l'article 16 « Formule de garanties » du présent CCTP.

4.3 - équipements

- Les équipements et matériels attachés à un véhicule (pelles, lames de coupe, équipements spéciaux, gyrophares, grues télescopiques, bennes, poly bennes, caisse isotherme, divers...) bénéficieront de leurs propres garanties en fonction de leur ancienneté selon l'article 16 « Formule de garanties » du présent CCTP.

ART 5 DOMMAGES SUBIS PAR LES ROUES

Sont pris en charge à la suite de la réalisation de l'un des événements garantis, les roues, pneumatiques et chambres à air :

- en cas de détériorations concomitamment ou consécutivement à des dégâts à d'autres parties du véhicule ;
- volées en tout lieu lorsqu'il s'agit exclusivement de celles sur lesquelles repose le véhicule
- volées avec effraction du véhicule ou du garage privé dans lequel le véhicule est remisé.

ART 6 *TRANSPORT DE BLESSÉS*

Sont aussi assurés les dommages causés aux garnitures intérieures du véhicule et aux vêtements du conducteur et des passagers à l'occasion du transport d'une personne blessée à la suite d'un accident.

ART 7 *CONTENU DU VÉHICULE*

La garantie de l'assureur est étendue au contenu (y compris le matériel de la collectivité) se trouvant dans ou sur le véhicule assuré et endommagé, volé ou détruit en même temps que lui ou isolément par la réalisation d'un événement garanti.

Cette garantie s'applique aussi bien pour les dommages subis par la collectivité que pour ceux subis par ses salariés.

ART 8 *LIMITATIONS DE GARANTIES*

En tout état de cause, l'indemnité à la charge de l'assureur ne pourra excéder :

- **3 000 €** pour le contenu (article 7).
- **500 €** pour les accessoires des véhicules 2 ou 3 roues.
- **5 000 €** pour la signalétique.
- **2 500 €** pour les frais de remorquage.

Toutefois, les équipements divers définis à l'article 4-3 du présent C.C.T.P seront indemnisés sur la base de leur valeur au jour du sinistre

ART 9 *USAGE PROFESSIONNEL ET PRIVÉ*

Les véhicules sont utilisés par les agents de la collectivité ou toute autre personne pour un usage professionnel et privé et dans le dernier cas limité au trajet domicile / lieu de travail et vice versa, conformément à la législation sur le Droit du Travail.

Certains véhicules de l'état du parc peuvent être utilisés pour un usage professionnel et privé sans restriction.

ART 10 CONDUITE DES VÉHICULES

L'assureur s'engage à respecter les dispositions suivantes:

- Aucune contrainte liée à l'âge du conducteur ou l'ancienneté du permis ne doit être prévue pendant l'utilisation des véhicules assurés.
- Conduite à l'insu de l'assuré : lorsque le conducteur n'est pas, ou plus titulaire d'un permis en cours de validité et lorsqu'il aurait surpris la bonne foi de l'assuré, les garanties restent acquises.
- Garantie des dommages aux véhicules lors d'un sinistre causé par un conducteur en état d'imprégnation alcoolique ou de stupéfiants ou médicaments non prescrits médicalement sauf dans le cas où cette situation serait connue des représentants légaux de la collectivité.

ART 11 VÉHICULES EN LOCATION / LOCATION-VENTE / OU CRÉDIT BAIL

L'indemnisation versée par l'assureur intègre toutes les sommes éventuellement dues à la société de location à la suite d'un sinistre y compris les indemnités de résiliation.

ART 12 VÉHICULES DE MOINS D'UN AN

En cas de dommage accident ou de vol affectant un véhicule assuré dont la date de mise en circulation remonte à moins d'un an et si le véhicule n'est pas réparable, l'indemnisation se fera sur la base de la valeur d'achat majorée des augmentations appliquées par le constructeur entre la date d'achat et la date de règlement du sinistre.

La valeur de l'épave est toujours déduite du règlement.

ART 13 DOMMAGES A L'ASSURÉ

Les dommages causés par un véhicule assuré à un véhicule ou un élément quelconque du patrimoine de l'assuré sont considérés comme des dommages causés à un tiers (à l'exception des dommages causés au véhicule responsable de l'accident qui ne bénéficierait pas de la garantie « tous dommages »).

ART 14 ASSISTANCE - RAPATRIEMENT

La prestation ASSISTANCE/RAPATRIEMENT Y COMPRIS EN CAS DE PANNE est intégrée dans la proposition de l'assureur pour l'ensemble des véhicules du parc. Elle est accordée aux personnes transportées et s'appliquera sans franchise.

ART 15 INDÉMNISATION DES SINISTRES

L'indemnisation se fera TVA comprise

ART 16 FORMULES DE GARANTIES

La garantie devra s'exercer conformément aux dispositions reprises dans le modèle du C.C.T.G. joint en annexe et pour les formules de garanties suivantes :

➤ **Garanties minimales**

Selon les articles 1.1 – 1.2.1 – 1.2.2 - 1.2.4 1.2.5 et 1.2.6 du C.C.T.G., à savoir notamment les garanties suivantes :

- Responsabilité civile / Défense recours
- Vol et incendie
- Bris de glaces
- Evènements naturels
- Catastrophes naturelles

✓ **Application : Tous les véhicules.**

➤ **Garantie « Tous Risques »**

Selon les articles 1.1 – 1.2.1 – 1.2.2 - 1.2.3 - 1.2.4 – 1.2.5 et 1.2.6 du C.C.T.G., à savoir notamment les garanties suivantes :

- Responsabilité civile / Défense recours
- Vol et incendie
- Bris de glaces
- Evènements naturels
- Catastrophes naturelles
- Dommages accidentels

✓ **Application :**

Tous les véhicules « légers » (- de 3,5 T de poids total en charge) y compris les remorques immatriculés ou non immatriculés, engins tractés ou non et équipements (art. 4-3) de moins de 8 ans d'âge.

Tous les véhicules « lourds » et engins (+ de 3,5 T de poids total en charge) y compris les remorques, engins tractés et équipements (art. 4-3) de moins de 15 ans d'âge.

ART 17 FRANCHISE

➤ **FORMULE DE BASE :**

*Franchise 150 € pour les véhicules « légers » (- de 3,5 T)
 80 € pour les cyclos
 300 € pour les véhicules « lourds » (+ de 3,5 T)*

Franchise non applicable en Bris de glaces, Responsabilité civile – Défense / recours

➤ **FORMULE ALTERNATIVE 1 :**

Franchise 300 € pour les véhicules « légers » (- de 3,5 T)
 80 € pour les cyclos
 600 € pour les véhicules « lourds » (+ de 3,5 T)

Franchise non applicable en Bris de glaces, Responsabilité civile – Défense / recours

ART 18 PRESTATION SUPPLEMENTAIRE 1 : AUTO COLLABORATEURS

OBJET DE LA GARANTIE

En cas d'utilisation, pour les besoins du service, des véhicules assurés tels qu'ils sont définis ci-après, l'assureur prend en charge :

- Les conséquences financières de la responsabilité civile que l'assuré peut encourir du fait des dommages de toute nature causés aux tiers
- Les dommages subis par lesdits véhicules.

Cette garantie se substitue intégralement aux contrats souscrits personnellement par les bénéficiaires et s'applique également pendant les périodes de stationnement.

BÉNÉFICIAIRES DE LA GARANTIE

- *Le personnel dans son ensemble, pour un kilométrage annuel moyen total de 5000 km.*
- *Les élus pour un kilométrage annuel moyen total de 5000 km.*

VÉHICULES ASSURÉS

Tout véhicule d'un poids total en charge inférieur à 3,5 T y compris les cyclos et les motos et les remorques utilisés pour les besoins du service, par une personne bénéficiaire de la garantie.

La garantie s'exerce lorsque ce véhicule :

- appartient personnellement au bénéficiaire, à son conjoint, au concubin ou à un de ses ascendants ou descendants,
- est loué, confié ou emprunté par le bénéficiaire.

Les véhicules du souscripteur ne bénéficient pas de la qualité de véhicules assurés.

UTILISATION

La garantie est acquise lors de l'utilisation des véhicules assurés par

- les salariés pour les besoins du service
- les élus dans le cadre de leur fonction

Elle s'exerce également au cours des périodes de stationnement pendant la durée de la mission.

NATURE DES GARANTIES / LIMITATIONS PARTICULIÈRES ET FRANCHISE

➤ **Garanties applicables**

- Responsabilité civile et garanties annexes :
- Défense recours
- Vol (y compris le vol par effraction des effets et objets personnels contenus dans le véhicule sans déplacement de ce dernier)
- Incendie
- Evénements naturels / tempêtes
- Bris de glaces
- Dommages accidentels
- Effets et objets personnels contenus dans le véhicule
- Catastrophes naturelles
- Assistance

➤ **Limitations particulières**

Effets et objets personnels contenus dans le véhicule : 1 500 €

➤ **Franchise applicable**

NEANT (sauf catastrophe naturelle : franchise légale)

ART 20 PRESTATION SUPPLEMENTAIRE 2: BRIS DE MACHINES

Les garanties du C.C.T.G. et du C.C.T.P. sont étendues aux dommages matériels atteignant de manière soudaine et imprévue le matériel ci-après, y compris à la suite de l'absorption de corps étrangers par des engins de nettoyage de la voirie.

- Engin faisant l'objet de cette garantie : Balayeuse SCARAB
 - Année de construction : 2005
 - Montant à garantir : Argus ou similaire
- Franchise applicable à cette garantie : 300€

ART 21 INDIVIDUELLE « ACCIDENT CONDUCTEUR »

En cas d'accident dont pourraient être victimes les conducteurs des véhicules désignés à l'état du parc, l'assureur procédera au versement des indemnités selon les règles du droit commun. Cette garantie ne s'exerce que pour autant que la législation sur les accidents du travail ne soit pas, en la circonstance, applicable.

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

PROCEDURE ADAPTÉE SELON L'ARTICLE 28 DU CODE DES MARCHÉS PUBLICS

➤ ***Le présent C.C.A.P. devra être paraphé page par page.***

ART 1 OBJET DE LA CONSULTATION

La Commune de Beaulieu-Lès-Loches procède à une consultation en vue de mettre en place un contrat d'assurance garantissant son parc automobile et ses risques annexes.

ART 2 COLLECTIVITE SOUSCRIPTRICE

La Commune de BEAULIEU-LÈS-LOCHES
Représentée par son Maire en exercice

ART 3 ADRESSE

**MAIRIE
PLACE DU MARECHAL LECLERC
37600 BEAULIEU-LÈS-LOCHES**

ART 4 LISTE DES DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- ◆ L'Acte d'Engagement et ses annexes
- ◆ Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'Administration fait seul foi.
- ◆ Le cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.)
- ◆ Le cahier des Clauses Techniques Générales / Conditions Générales de la garantie (C.C.T.G.)
- ◆ L'Inventaire des risques

ART 5 PRISE D'EFFET DU MARCHE 01/01/2013

ART 6 ECHEANCE 1^{er} janvier

ART 7 DUREE 4 ANS

ART 8 CONDITIONS DE RÉSILIATION

Possibilité de résiliation annuelle à la date anniversaire en respectant un préavis réciproque de 4 mois. Par dérogation à l'article R 113-10 du Code des Assurances, l'assureur ne pourra résilier le contrat après sinistre. Seule la résiliation en respectant le préavis sera possible. Toute modification sur les conditions du contrat (franchises, augmentation ou diminution des taux proposés lors de la souscription) devra être notifiée en respectant le préavis ci-dessus. Passé ce délai aucune modification ne pourra être effective qu'à l'échéance suivante.

ART 9 CARACTÉRISTIQUES DU CONTRAT

L'ensemble du parc automobile devra impérativement être assuré au titre d'un seul et même contrat sans application du coefficient de **réduction / majoration**.

ART 10 PRÉSENTATION DE CONSULTATION

10.1 Règlement de la consultation :

- Le soumissionnaire devra respecter les dispositions contenues dans ce document qui fait partie intégrante du dossier de consultation.

10.2 Contrat en cours :

- La collectivité est actuellement titulaire d'un contrat garantissant totalement ou partiellement les risques mentionnés à l'article 1 :
 - Compagnie : Smacl
 - Franchise : pas de contrat flotte franchises variables en fonction des véhicules de 150 € à 600 €.

10.3 Co-assurance :

- La présente consultation ne vaut pas ordre d'étude et libère si besoin les co-assureurs de leurs obligations vis à vis des apériteurs actuels.

10.4 Inventaire des risques (état du parc) :

- L'assureur reconnaît avoir une connaissance suffisante des risques présentés par la collectivité et reçu tous les éléments d'information nécessaire à l'établissement d'un projet de contrat, en adéquation avec les préconisations du présent cahier des charges.

En cas de sinistre, l'assureur renonce à se prévaloir d'une erreur dans la nature et/ou la désignation des risques.

ART 11 DÉTERMINATION DU PRIX DU MARCHÉ

11.1 Le Cahier des Charges

- L'assureur est considéré comme ayant accepté dans son intégralité l'ensemble des clauses et conditions de l'ensemble des pièces du cahier des charges.

11.2 La Tarification

Elle sera fixée par type de véhicules selon l'état joint en annexe et exprimée par des primes HT et TTC.

11.3 Révision

Les primes et montants des garanties seront indexés chaque année, à l'échéance, d'après l'indice SRA.

La franchise restera fixe sur la durée du marché.

Les primes afférentes aux adjonctions de véhicules seront déterminées selon l'annexe 2 de l'acte d'engagement.

Le soumissionnaire indiquera dans son offre la valeur du dernier indice connu : il tiendra lieu de référence du cahier des charges.

ART 12 AUTOMATICITÉ DES GARANTIES

La garantie de l'assureur devra s'appliquer à tout nouveau véhicule acquis par la collectivité, emprunté ou loué par elle, et ce, sans déclaration préalable.

La collectivité établira un registre afin de gérer son parc automobile. Ce document sera tenu régulièrement à jour et pourra être consulté sur simple demande de l'assureur retenu.

D'autre part, elle s'engage à adresser avant le 15 décembre de chaque année, un état des véhicules avec pour chacun d'eux la date de mise en circulation ou de retrait.

Cet état devra reproduire les mouvements (adjonction, modification, suppression) intervenus entre le 1^{er} janvier et le 15 décembre de l'année d'assurance ainsi que ceux intervenus entre le 15 décembre et le 31 décembre de l'année précédente.

A réception de l'état défini ci-dessus, l'assureur retenu procédera à l'établissement d'un avenant unique entérinant les différentes modifications, les régularisations et la prime définitive de l'exercice écoulé.

ART 13 MODALITÉ DE GESTION

L'assureur s'engage à adresser à la collectivité, avec l'avis d'échéance annuel (1^{er} janvier de chaque exercice) un état à jour des véhicules garantis avec mention de la prime émise pour chacun des risques.

ART 14 PAIEMENT DES PRIMES / ÉTABLISSEMENT DE LA FACTURE

Les primes du présent contrat devront être payées dans les formes prescrites selon les règlements administratifs en vigueur, les compagnies renonçant à suspendre les garanties ou à résilier le contrat si le retard de paiement des primes est dû à la seule exécution des formalités administratives (y compris vote des crédits).

Fractionnement : ANNUEL

Les factures afférentes au paiement seront établies en un original et de deux copies portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- ◆ **Le nom et l'adresse du créancier**
- ◆ **Le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement**
- ◆ **Le numéro et la date du marché**
- ◆ **La désignation de la prestation exécutée**
- ◆ **Le prix net H.T. de chaque prestation**
- ◆ **Le taux et le montant des taxes en vigueur**
- ◆ **Le montant total T.T.C. des prestations exécutées**

Le règlement du prix par la collectivité se fera sur présentation de l'appel de prime ou de cotisation selon le principe du délai global de paiement en vigueur à compter de la réception de la facture. Tout dépassement de délai donnera lieu à versement d'intérêts auprès de l'Assureur au taux de l'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle ils ont commencé à courir, augmenté de 7 points. L'ordonnancement ou le mandatement des intérêts moratoires par l'ordonnateur interviendra au plus tard le 30^{ème} jour suivant la date de mise en paiement du principal par le comptable. Passé ce délai, des intérêts moratoires complémentaires seront dus.

ART 15 VALIDITÉ

La garantie est acquise dès la prise d'effet prévue au présent C.C.A.P.

ART 16 PÉRIODE D'EXECUTION - RÉSILIATION

Période d'exécution

L'exécution du Marché prend effet à la date figurant sur le présent C.C.A.P et s'effectue par période d'UN AN.

Résiliation

Après signature du marché, en cas d'inexactitude des documents et des renseignements mentionnés aux articles 44 et 46 du code des marchés publics ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R 324-4 ou R 324-7 du code du travail conformément au 1^{er} paragraphe du I de l'article 46 du code des marchés publics (pièces à produire par les candidats) , la résiliation du marché se fera aux torts exclusifs du co-contractant de la personne publique.

ART 17 SINISTRES

L'indemnisation se fera TVA comprise

Dès l'ouverture d'un dossier sinistre, l'assureur s'engage à tenir régulièrement l'assuré informé du déroulement des opérations et du suivi de la réclamation.

Il devra également fournir à l'assuré, chaque année, au cours du trimestre suivant la date d'échéance, l'état « statistique » de l'année écoulée.

➤ **Obligations à la charge de l'assuré :**

- **Intervenir** pour en limiter les conséquences, en prenant éventuellement toutes mesures conservatoires et préventives en accord avec l'assureur
- **Le déclarer** de manière circonstanciée à l'assureur dans 15 jours suivant la date à laquelle il en a eu connaissance, sauf cas fortuit ou force majeure.
- **Transmettre** à l'assureur, dans les meilleurs délais suivant la déclaration, un état estimatif aussi détaillé que possible des dommages subis par lui.
- **Communiquer** à l'assureur dans les 48 H toute pièce de procédure reçue par lui
- **Justifier** de l'existence et de la valeur des biens sinistrés.

➤ **Obligations à la charge de l'assureur :**

Verser l'indemnité dans les 15 jours suivant la détermination de son montant, après accord des parties ou, à défaut, décision judiciaire exécutoire.

Régler directement le montant des réparations au garagiste, déduction faite de la franchise éventuelle.

➤ **Expertise :**

Les dommages sont évalués de gré à gré ou, à défaut par expertise amiable, l'assuré ayant la possibilité de se faire assister par un expert dans tous les cas et quelque soit le montant des dommages.

Cet expert devra être agréé par les services de la collectivité.

ART 18 VENTILATION DE LA PRIME

L'assureur s'engage à joindre à chaque avis d'échéance de prime un état détaillé des primes payées par véhicule.

ART 19 STATISTIQUES SINISTRES

Annexées au présent dossier de consultation, elles découlent de l'exécution des contrats présentés à l'art. 10.2 « contrats en cours ».

ART 20 DÉSACCORD ENTRE L'ASSURÉ ET L'ASSUREUR

En cas de conflit ou de désaccord entre l'assuré et l'assureur quant au règlement d'un litige, il est fait application des dispositions de la loi n° 89-1014 du 31 décembre 1989 portant adaptation du Code des Assurances à l'ouverture du marché européen.

17-1 – Le conflit d'intérêts ou le désaccord peut être soumis à l'appréciation d'un arbitre désigné d'un commun accord. A défaut d'accord des deux parties sur le nom de cet arbitre, ce dernier est désigné par le Président du Tribunal de Grande Instance du domicile du défendeur, statuant en référé, sur la demande de la partie la plus diligente.

Toutefois, le Président du Tribunal de Grande Instance saisi, statuant en la forme des référés peut en décider autrement lorsque l'assuré a mis en œuvre cette faculté dans des conditions abusives.

17-2 – L'arbitre est dispensé des règles habituelles de la procédure. Il réunit les parties comme il l'entend, assistées ou représentées par leur conseil si elles en font choix, aussi souvent qu'il le désire ; il peut entendre tout sachant, demander communication de toute pièce lui apparaissant nécessaire, solliciter l'avis d'un homme de l'art.

Il doit faire connaître son opinion aux deux parties, par écrit, dans un délai de trois mois, à compter de sa saisine.

17-3 – Dans le cas où l'assureur n'est pas d'accord avec l'assuré pour prendre en charge un litige ou une procédure, ou la poursuivre, l'assuré peut ne pas se prévaloir de la clause d'arbitrage ou encore refuser la proposition de l'arbitre et assumer personnellement les frais de son intervention en justice. Dans cette hypothèse, en effet, si l'assuré obtient alors une solution plus favorable que celle retenue par l'assureur ou proposée par l'arbitre, l'assureur s'engage à lui rembourser, déduction faite des sommes revenant à l'assuré au titre des dépens ou de l'article 700 du Nouveau Code de Procédure Civile, 475 et 475-1 du Code de la Procédure Pénale ou L.8-1 du Code des Tribunaux Administratifs, le montant de ses débours (frais et honoraires), dans la limite des obligations contractuelles

ARTICLE18 PRESCRIPTION BIENNALE

Toute action dérivant des présentes conditions générales et particulières est prescrite par deux ans à compter de l'évènement qui lui donne naissance, dans les termes des articles L114-1 et L114-2 du code des assurances.

Toutefois ce délai ne court :

- 1) En cas de réticence, omission, déclaration fausse ou inexacte sur le risque encouru, que du jour où l'assureur en a eu connaissance
- 2) En cas de sinistre, que du jour où les intéressés en ont eu connaissance, s'ils prouvent qu'ils l'ont ignoré jusque là.

Quand l'action de l'assuré contre l'assureur a pour cause le recours d'un tiers, le délai de la prescription ne court que du jour où ce tiers a exercé une action en justice contre l'assuré ou a été indemnisé par ce dernier.

La prescription est interrompue par une des causes ordinaires d'interruption, par une action ou citation en justice, commandement ou saisie signifiés à celui que l'on veut empêcher de prescrire, par la désignation d'un expert après sinistre, par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception adressée par l'assureur à l'assuré pour paiement d'une cotisation, et par l'assuré à l'assureur pour le paiement de l'indemnité.

Fait à

Le

Signature du représentant de la Compagnie

ACTE D'ENGAGEMENT

COMMUNE DE BEAULIEU LES LOCHES

LOT N° 3

OBJET : ASSURANCES DES VEHICULES A MOTEUR ET RISQUES ANNEXES

ACTE D'ENGAGEMENT

Marché public de services

TYPE : **PROCEDURE ADAPTEE**
Article 28 du Code des Marchés publics

REPRESENTANT DE LA PERSONNE PUBLIQUE CONTRACTANTE :

Madame le Maire de la Commune de BEAULIEU-LÈS-LOCHES

Partie réservée à l'administration

Date du marché :

Montant :

Imputation :

Pouvoir adjudicateur : La Commune de BEAULIEU-LÈS-LOCHES
représenté par Madame le Maire

Ordonnateur : Madame le Maire de la Commune de BEAULIEU-
LÈS-LOCHES

**Comptable public assignataire
des paiements** : Trésorier Comptable de LOCHES

ENTRE LES SOUSSIGNÉS :

Madame le Maire de la Commune de BEAULIEU-LÈS-LOCHES

d'une part,

et

Madame ou Monsieur

Agissant en qualité de	Courtier ou Agent*	Représentant la Compagnie d'Assurances :
Nom et raison sociale		
Adresse		
Téléphone Fax :		
Inscription au registre du commerce de :		
Numéro		
Immatriculation Siret:....		
Code APE		

*barrer la mention inutile

désigné dans ce qui suit sous le vocable « **l'assureur** »

d'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 – ENGAGEMENT DE L'ASSUREUR

L'assureur s'engage :

après avoir pris connaissance du C.C.A.P. et des documents y figurant, du **CCTP (Condition particulière)**, le **CCTG (Condition Générales de la garantie)** et **L'INVENTAIRE DES RISQUES**, qui constituent le marché établi, sous la forme d'un contrat d'assurances,

- après avoir fourni les attestations et déclarations prévues au Code des Marchés Publics,

à exécuter dans les conditions définies au cahier des charges les prestations du lot VÉHICULES A MOTEUR

L'offre ainsi présentée ne le lie toutefois que si son acceptation lui est notifiée dans un délai de **120 jours** à compter de la date limite de remise des offres fixées par le règlement de consultation.

ARTICLE 2 – DUREE DU MARCHE

- 4 ANS avec possibilité de résiliation annuelle à l'échéance en respectant un préavis réciproque de 4 mois.
Par dérogation à l'article R 113-10 du Code des Assurances, l'assureur ne pourra résilier le contrat après sinistre. Seule la résiliation en respectant le préavis sera possible. Toute modification sur les conditions du contrat (franchises, augmentation ou diminution des taux proposés lors de la souscription) devra être notifiée en respectant le préavis ci-dessus. Passé ce délai aucune modification ne pourra être effective qu'à l'échéance suivante.
- Prise d'effet : 01/01/2013

ARTICLE 3 – TARIFICATION/ VARIANTES / APÉRICTION

3.1 UNITE MONETAIRE : L'Euro

3.2 INDICE DE REFERENCE

Indice de référence	Base de l'indice de souscription
S .R.A ou PRVP	

3.3 TARIFICATION

3-3-1 : Compagnie (hors honoraires du courtier)

GARANTIES	FORMULE DE BASE Franchise 150 € / 300 €		Formule alternative 1 Franchise 300 € / 600 €	
	Prime HT	Prime TTC	Prime HT	Prime TTC
Cf C.C.T.P.				

GARANTIES	PSE1 :AUTO COLLABORATEURS	
	Prime HT	Prime TTC
Cf C.C.T.P.		

GARANTIES	PSE 2 : BRIS DE MACHINES	
	Prime HT	Prime TTC
Cf C.C.T.P.		

3.4 VARIANTES

Dans le cas où des variantes seraient proposées, le candidat devra indiquer :

- La nature précise des variantes :

- Le coût H.T et T.T.C. des variantes proposées :

3.5 APÉRITION :

Compagnie apéritrice :

Pourcentage d'apérition :

Co-assurance éventuelle :

ARTICLE 4 – RÉSERVES PAR RAPPORT AU DCE

Réserves éventuelles devant faire l'objet, en annexe d'une énumération précise.

Nombre de réserves :

ARTICLE 5 – DELAIS D'EXÉCUTION

Le contrat faisant l'objet du présent marché d'une durée de 4 ans prend effet le 01/01/2013 et expire le 31/12/2016.

Le délai d'exécution part de la date d'effet figurant sur la note de couverture ou sur le contrat et s'effectue par périodes d'un an.

ARTICLE 6 – CONDITIONS DE RÉSILIATION

Le contrat faisant l'objet du présent marché sera résiliable à l'échéance telle que figurant au CCAP, soit le 01 / 01, en respectant un préavis réciproque de 4 mois.

Par dérogation à l'article R 113-10 du Code des Assurances, l'assureur ne pourra résilier le contrat après sinistre. Seule la résiliation en respectant le préavis sera possible. Toute modification sur les conditions du contrat (franchises, augmentation ou diminution des taux proposés lors de la souscription) devra être notifiée en respectant le préavis ci-dessus. Passé ce délai aucune modification ne pourra être effective qu'à l'échéance suivante.

En cas d'inexactitude des documents des renseignements prévus à l'article 44 et à l'article 46 ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R 324-4 ou R 324-7 du code du travail

conformément au 1 du I de l'article 46, il est fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.

ARTICLE 7 – PAIEMENT

La personne publique se libérera des sommes dues au titre du présent marché par mandatement au crédit du compte ouvert au nom de l'assureur :

Ouvert au nom de :

Pour les prestations suivantes :

Etablissement :

Numéro de compte :Clé :Code banque :Code guichet :

(Joindre impérativement le relevé d'identité bancaire)

ARTICLE 8 - INTERDICTION

L'assureur affirme sous peine de résiliation du marché, à ses torts exclusifs, que lui même et la société pour laquelle il intervient ne tombe pas sous le coup de l'interdiction découlant des articles 43 et 46 du Code des Marchés Publics

L'ASSUREUR

Fait à, le

Mention manuscrite « *Lu et Approuvé* »

Signature du représentant de la compagnie

CHOIX DE LA COLLECTIVITÉ

LOT N°3 : ASSURANCE DES VÉHICULES A MOTEUR

Est acceptée la présente offre pour valoir acte d'engagement en ce qui concerne le lot n°3:

	Prime HT	Prime TTC
Formule de base :		
FORMULE ALTERNATIVE 1 :		
PSE 1 - Auto collaborateur		
PSE 2 – Bris de machines		

LE POUVOIR ADJUDICATEUR

Est acceptée la présente offre
Pour valoir acte d'engagement

A....., le.....

NOTIFICATION AU TITULAIRE :

ANNEXE À L'ACTE D'ENGAGEMENT

Éléments d'appréciation de l' Assistance technique et des moyens consacrés à la gestion du contrat

Cette annexe constitue un élément de l'offre et doit être obligatoirement remplie et détaillée
Elle devra être paraphée et signée.

LOT Numéro 3 : VEHICULES A MOTEUR ET RISQUES ANNEXES.

Modalité de gestion des dossiers

Le nom d'un interlocuteur unique, responsable de l'ensemble de la gestion du contrat et des relations avec la Collectivité:

Délai de réponse moyen à une demande de garantie nouvelle :

Délivrance de cartes vertes vierges (contrat flotte automobile)

Modalité de gestion des sinistres

1- Délais moyens et modalités d'instruction des sinistres

Délai moyen d'accusé réception

Interlocuteur unique

Délai moyen de mission d'expertise

Nom adresse de l'expert

Délégation d'expertise

Seuil d'expertise pour paiement sur devis

2 - Délais moyens de paiements des sinistres

3 - Prise en charge directe des frais en particulier chez les garagistes

4- Fourniture de statistiques annuelles sur les sinistres comportant

Le bien, la personne ou le véhicule sinistré

Les circonstances

Le montant du sinistre

Le taux de responsabilité

Le montant à la charge de l'assureur

L'ASSUREUR

Fait à, le

Mention manuscrite « *Lu et Approuvé* »

Signature du représentant de la compagnie

ANNEXE 2 À L'ACTE D'ENGAGEMENT VÉHICULES À MOTEUR

A compléter obligatoirement et à signer

L'assureur précisera ci- dessous le détail des primes appelées par catégorie de véhicules pour les nouveaux véhicules à assurer durant la durée du marché (hors indexation):

FORMULE DE BASE

Véhicules légers et fourgons :

	Garanties minimales	Tous risques
PUISSANCE FISCALE	PRIME HT	PRIME HT
3-5 CV		
6-8 CV		
9-11 CV		

Poids lourds

	Garanties minimales	Tous risques
PUISSANCE FISCALE	PRIME HT	PRIME HT
9-11 CV		
12-15 CV		
16-19 CV		
19 CV et plus		

OPTION 1

Véhicules légers et fourgons :

	Garanties minimales	Tous risques
PUISSANCE FISCALE	PRIME HT	PRIME HT
3-5 CV		
6-8 CV		
9-11 CV		

Poids lourds

	Garanties minimales	Tous risques
PUISSANCE FISCALE	PRIME HT	PRIME HT
9-11 CV		
12-15 CV		
16-19 CV		
19 CV et plus		

L'ASSUREUR

Fait à, le

Mention manuscrite « *Lu et Approuvé* »

Signature du représentant de la compagnie

ANNEXE 1



Liste des sinistres sur le contrat 'Parc Auto' de **COMMUNE DE BEAULIEU LES LOCHES**

Police N° 15845 / Y

Il s'agit des sinistres déclarés sur la période du 01/01/08 au 08/07/12

Edition du 12/07/2012

Numéro de sinistre	Date du sinistre	Immatriculation du véhicule	Nature du sinistre	Responsabilité en %	Paielements	Provisions	Coût global du dossier (net de recours)	Dossier clos
2008177856S	28/10/2008	8456WP37	Autre	100	351,52		351,52	09/12/2008
2008177928W	28/10/2008	340FF37	Bris de glace / Accidentel	000	185,52		185,52	20/11/2008
2011163525K	11/07/2011	90105	Circ. Hors st. / Dommages avec collision véh. en mvt	100	1.236,00		1.236,00	31/10/2011
2011184382F	07/09/2011	TFAAY12EYBOO	Circ. Hors st. / Dommages hors collision véh. en mvt	100	1.876,62	1,38	1.878,00	
2011213871J	30/11/2011	322YF37	Circ. Hors st. / Dommages avec collision véh. en mvt	100	2.398,14		2.398,14	30/04/2012
2012124598E	07/02/2012	AS-468-WV	Circ. Hors st. / Dommages avec collision véh. en mvt	100		2.500,00	2.500,00	
2012125486V	01/03/2012	AS-468-WV	Bris de glace / Accidentel	000	337,39		337,39	30/03/2012
2012156386G	03/02/2012	AS-468-WV	Bris de glace / Accidentel	000	335,50		335,50	27/06/2012
TOTAUX					6.720,69	2.501,38	9.222,07	

page 3

8 sinistre(s) déclaré(s) sur 55 mois

Nota : Ce contrat n'est pas soumis à la clause type de réduction / majoration dite 'Bonus/Malus'